



**MAÎTRE D'OUVRAGE :**  
**SGAMI OUEST**  
Route des essarts BP11  
76350 OISSEL

# REHABILITATION DE 4 BATIMENTS D'HEBERGEMENT A L'ECOLE NATIONALE DE POLICE DE OISSEL

Route des essarts OISSEL (76)



**DCE**

Janvier 2025

**PRO**

**APD**

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot N°00 GENERALITES TOUS CORPS D'ETAT

MAITRISE D'OEUVRE

Affaire : Réf : 19034

Date d'édition du document  
03/02/2025

### **Architecte mandataire ARA**

3, rue Bouquet  
76000 - ROUEN  
Tel : 02.32.76.20.00 -  
Email : agence@ara-architectes.fr

### **Architecte ARCHICITÉ**

85, Chemin de Clères  
76130 - MONT ST AIGNAN  
Tel : 02.35.70.45.90 -  
Email : archicite@orange.fr

### **Économiste REBER s.a.s.**

15 rue Alfred Kastler  
76130 - MONT ST AIGNAN  
Tel : 02 35 12 87 50 - Fax : 02 35 61 26 87  
Email : contact@reber-economiste.com

### **BET Électricité BIELEC ECLA**

PAT La Vatine,  
76130 - MONT ST AIGNAN  
Tel : 02.35.98.16.18 -  
Email : bielec@bielec.fr

### **BET Fluides LECACHEUR**

22-24, le Bourg  
76790 - LES LOGES  
Tel : 02.35.27.97.45 -  
Email : contact@be-lecacheur.fr

### **BET Structure KUBE STRUCTURE**

387, Rue de Champs  
76230 - BOIS GUILLAUME  
Tel : 02.35.59.35.03 - Fax : 02.35.59.84.94  
Email : contact@kubestructure.fr



# Sommaire

<b>1 PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT .....</b>	<b>3</b>
<b>1.1 DEFINITION GENERALE DE L'OPERATION.....</b>	<b>3</b>
1.1.1 OBJET DU C.C.T.P. ....	3
1.1.2 SITUATION DU TERRAIN OBJET DE L'OPERATION.....	3
1.1.3 RESUME DES TRAVAUX.....	3
1.1.4 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION EN SITE OCCUPE .....	4
1.1.5 MAITRE D'OUVRAGE .....	4
1.1.6 MAITRISE D'OEUVRE .....	4
1.1.7 MISSION DE LA MAITRISE D'OEUVRE .....	5
1.1.8 CONTROLEUR TECHNIQUE ET COORDONNATEUR SECURITE .....	5
1.1.9 AFFECTATION DES TRAVAUX PAR LOTS .....	5
<b>1.2 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION (valables pour l'ensemble des corps d'état) .....</b>	<b>6</b>
1.2.1 REGLES LEGISLATIVES.....	6
1.2.2 REGLES TECHNIQUES .....	6
1.2.3 MODIFICATIONS DES RÈGLEMENTATIONS.....	7
1.2.4 CONNAISSANCE DU PROJET .....	7
1.2.5 CONNAISSANCE DU SITE.....	8
1.2.6 CARACTERISTIQUES PROJET.....	8
1.2.7 PRESCRIPTIONS GENERALES TECHNIQUES POUR L'ENSEMBLE DES CORPS D'ETAT.....	9
1.2.8 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES .....	9
1.2.9 NIVEAU ENERGETIQUE .....	12
1.2.10 ECHANTILLONS ET ESSAIS .....	12
1.2.11 CONSTAT D'HUISSIER .....	13
1.2.12 MISE AU POINT PROJET - COORDINATION .....	13
1.2.13 PRESTATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES .....	13
<b>1.3 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....</b>	<b>14</b>
1.3.1 COMPTE PRORATA.....	14
1.3.2 PERCEMENTS - SCHELLEMENTS - RACCORDS .....	14
1.3.3 TOLERANCES DE LIVRAISON DES SUPPORTS.....	15
1.3.4 CONSERVATION ET PROTECTION DES OUVRAGES .....	15
1.3.5 DEMARCHES - AUTORISATIONS - BRANCHEMENTS .....	16
1.3.6 SUJETIONS INHERENTES SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE .....	16
1.3.7 LOGEMENT TEMOIN .....	17
1.3.8 PRE-CHAUFFAGE .....	17
1.3.9 NETTOYAGE CHANTIER ET EVACUATION DES GRAVOIS .....	17
1.3.10 INSTALLATION DE CHANTIER.....	19
1.3.11 ECHAFAUDAGES - MOYENS DE LEVAGE .....	21
1.3.12 SECURITE DES TIERS .....	21
1.3.13 FINITIONS - PROTECTION DES OUVRAGES .....	21
1.3.14 INTEMPERIES .....	22
1.3.15 RENDEZ VOUS DE CHANTIER .....	22
1.3.16 NETTOYAGE DE RECEPTION .....	23
1.3.17 GARDIENNAGE DU CHANTIER .....	23
1.3.18 GESTION DES CLEFS ET ORGANIGRAMME .....	23
1.3.19 ASSURANCES.....	23
1.3.20 PERIODE DE PREPARATION.....	23
1.3.21 ENERGIES .....	24
<b>1.4 GESTION DOCUMENTAIRE .....</b>	<b>24</b>
1.4.1 OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS .....	24

1.4.2 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER.....	24
1.4.3 PLAN GENERAL DE COORDINATION (P.G.C.).....	24
1.4.4 PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).....	24
1.4.5 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE).....	25
1.4.6 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES VIS-A-VIS DES RESEAUX ENTERRES EXISTANTS - DT .....	25
1.4.7 NATURE DES DOCUMENTS A ETABLIR PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION.....	27
1.4.8 PLANNING DE REMISE DES DOCUMENTS.....	27
1.4.9 PLANS D'EXECUTION.....	27

# 1 PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

## 1.1 DEFINITION GENERALE DE L'OPERATION

### 1.1.1 OBJET DU C.C.T.P.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet la description des travaux tous corps d'état nécessaires à la **RÉHABILITATION DE 4 BATIMENTS D'HÉBERGEMENT A L'ECOLE NATIONALE DE POLICE DE OISSEL**

### 1.1.2 SITUATION DU TERRAIN OBJET DE L'OPERATION

Les travaux seront effectués sur un terrain sis :

Route des essarts OISSEL (76)

**SITE DE L'ECOLE NATIONNALE DE POLICE**

**BÂTIMENTS N°10, 12, 13 et 14**

### 1.1.3 RESUME DES TRAVAUX

#### Résumé des travaux :

##### **Pour les 4 bâtiments du projet :**

- Réhabilitation thermique et embellissement des façades
- Remplacement des menuiseries extérieures et fermetures
- Réhabilitation et embellissement des locaux d'hébergement
- Réhabilitation des sanitaires communs
- Réhabilitation des circulations communes
- Réhabilitation et embellissement des locaux d'enseignement et de bureaux à Rez-de-chaussée
- Réhabilitation et embellissement des halls d'entrée
- Mise aux normes SSI et désenfumage
- Rénovation des réseaux sanitaires.
- Rénovation du réseau de chauffage
- Rénovation du réseau de ventilation
- Rénovation des réseaux de courants électriques
- Mise en accessibilité PMR
- Amélioration de l'accès en toiture

##### **Pour les bâtiments 13 & 14 du projet :**

- Relocalisation des locaux de l'infirmerie

#### 1.1.4 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION EN SITE OCCUPE

Tous les travailleurs intervenant sur l'opération, en tant qu'exécutant ou encadrant, devront respecter le règlement intérieur de l'établissement, notamment toutes les règles concernant la sécurité. Ces personnels devront également recevoir, le cas échéant, toute formation dispensée et imposée par le maître d'ouvrage.

Toutes les dates d'intervention, ainsi que les horaires d'entrée et de sortie de l'établissement seront à respecter.

Les itinéraires de circulation et stationnement des véhicules, y compris pour approvisionnements des matériaux et pour évacuation des gravats, ainsi que les limites d'accès aux personnels intervenant sur le chantier seront à respecter.

Le maître d'ouvrage, ainsi que ses collaborateurs et ayants droits devront pouvoir accéder en permanence à tous points de l'établissement, excepté la zone spécifique chantier qui devra être close en permanence.

Les Entrepreneurs devront prévoir la mise en place de protections provisoires. Tout objet cassé ou détérioré par l'Entreprise devra être intégralement remboursé.

Les zones du chantier dont l'accès est réservé aux personnels des Entreprises seront maintenus closes en permanence

Aucun engin de chantier ne devra être laissé sur le site le week-end, aucun matériel ne devra être stocké dans les locaux ni dans les espaces extérieurs.

Hors interventions précises des Entreprises, nécessitées par le déroulement normal des travaux, le bâtiment existant devra pouvoir être maintenu en permanence clos-couvert,

protégé de toute intrusion, chauffé et alimenté par les réseaux d'eaux, assainissement, gaz, électricité et téléphone

Toute atteinte aux obligations mentionnées ci - avant et rendues nécessaires pour le déroulement du chantier devra faire l'objet d'un accord écrit entre l'entrepreneur et le maître d'ouvrage, avec strict respect des dates et horaires convenus.

**Tout manquement à ces obligations pourra être sanctionné par l'exclusion définitive du chantier de la personne concernée, voire de l'entreprise.**

#### 1.1.5 MAITRE D'OUVRAGE

##### **SGAMI OUEST**

Route des essarts BP11

76350 - OISSEL

#### 1.1.6 MAITRISE D'OEUVRE

##### **ARA** - Architecte mandataire

3, rue Bouquet - 76000 - ROUEN

Tel : 02.32.76.20.00 - Email : agence@ara-architectes.fr

##### **ARCHICITÉ** - Architecte

85, Chemin de Clères - 76130 - MONT ST AIGNAN

Tel : 02.35.70.45.90 - Email : archicite@orange.fr

##### **REBER s.a.s.** - Économiste

15 rue Alfred Kastler - 76130 - MONT ST AIGNAN

Tel : 02 35 12 87 50 - Email : contact@reber-economiste.com

##### **BIELEC ECLA** - BET Électricité

PAT La Vatine, 10 rue Andreï Sakharov - 76130 - MONT ST AIGNAN

Tel : 02.35.98.16.18 - Email : bielec@bielec.fr

##### **LECACHEUR** - BET Fluides

22-24, le Bourg - 76790 - LES LOGES

Tel : 02.35.27.97.45 - Email : [contact@be-lecacheur.fr](mailto:contact@be-lecacheur.fr)

**KUBE STRUCTURE** - BET Structure

387, Rue de Champs - 76230 - BOIS GUILLAUME

Tel : 02.35.59.35.03 - Email : [contact@kubestructure.fr](mailto:contact@kubestructure.fr)

#### 1.1.7 MISSION DE LA MAITRISE D'OEUVRE

La mission confiée à l'Equipe d'Ingénierie conformément aux caractéristiques définies dans le décret n° 93-1268 du 29.11.1993 et l'arrêté du 21.12.1993 est une mission de base avec établissement des quantitatifs.

En conséquence, l'étude technique est entièrement à la charge des entreprises qui fourniront à la Maîtrise d'Œuvre, au Maître d'Ouvrage et au Bureau de Contrôle, le dossier des plans d'exécution accompagnés des notes de calculs avec les hypothèses correspondantes.

L'ensemble des plans d'exécution est à la charge des entreprises.

#### 1.1.8 CONTROLEUR TECHNIQUE ET COORDONNATEUR SECURITE

Contrôleur Technique :

**SOCOTEC**

Coordinateur Sécurité :

**BATIM EXPERT**

#### 1.1.9 AFFECTATION DES TRAVAUX PAR LOTS

Le présent marché a fait l'objet d'une première vague d'attribution présentée pour information ci-dessous, auxquels s'ajoutent les 3 lots concernés par la présente consultation :

- Lot N°00 GENERALITES TOUS CORPS D'ETAT
- *Lot N°01 DESAMIANPAGE – Déjà Attribué*
- **Lot N°02 CURAGE – MAÇONNERIE**
- *Lot N°03 REVETEMENTS ET TRAITEMENTS DE FACADES– Déjà Attribué*
- *Lot N°04 MENUISERIES EXTERIEURES PVC – Déjà Attribué*
- *Lot N°05 MÉTALLERIE – Déjà Attribué*
- *Lot N°06 MENUISERIES INTERIEURES – Déjà Attribué*
- **Lot N°06bis COMPLÉMENT AU LOT MENUISERIES INTÉRIEURES**
- *Lot N°07 ÉLECTRICITÉ – Déjà Attribué*
- **Lot N°07bis COMPLÉMENT AU LOT ÉLECTRICITÉ**
- *Lot N°08 PLOMBERIE CHAUFFAGE VENTILATION – Déjà Attribué*
- *Lot N°09 REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES – Déjà Attribué*
- *Lot N°09bis REVETEMENTS DE SOLS DES HALLS ET CIRCULATIONS DES REZ-DE-CHAUSSEES – Déjà Attribué*
- *Lot N°10 PEINTURE – Déjà Attribué*
- *Lot N°10bis PEINTURE DES HALLS ET CIRCULATIONS DES REZ-DE-CHAUSSEES – Déjà Attribué*

#### Législation du travail

Compte tenu de la législation contre le travail illégal, tous les intervenants devront être identifiés par badge sur le chantier (obligation de déclaration à la caisse maladie des salariés présents), pour l'Entreprise intervenante, la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

Chaque badge comportera :

- nom, prénom, photo d'identité
- n° de sécurité sociale du salarié
- nom de l'Entreprise employant le salarié

## **1.2 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION (valables pour l'ensemble des corps d'état)**

### 1.2.1 REGLES LEGISLATIVES

- Code de la construction et de l'habitation.
- Code de l'urbanisme.
- Code des marchés publics.
- Code du travail.
- Code de la santé publique.
- Code de l'environnement.
- Règlement des produits de construction (marquage CE).
- Règles professionnelles.
- Plan de prévention des risques naturels ou tout autre document d'application obligatoire précisant les règles d'urbanisme.
- Arrêté relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.
- Protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public.
- Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation..
- Circulaire du 25 avril 2003 relative à l'application de la réglementation acoustique des bâtiments autres que d'habitation.
- Arrêté du 20 Avril 2017 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées
- Arrêté du 3 mai 2007 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants.
- Décret n° 2010-1269 du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions.
- Arrêté du 28 décembre 2012 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments autres que ceux concernés par l'article 2 du décret du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions.

### 1.2.2 REGLES TECHNIQUES

- Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) édités par le CSTB et propres à chaque corps d'état.
- Normes françaises NF ou européennes EN éditées par l'AFNOR.
- Normes internationales ISO et ICS
- Règles de calcul des constructions :
- Eurocode 0: Bases de calcul des structures (EN 1990)
- Eurocode 1: Actions sur les structures (EN 1991)
- Eurocode 2: Calcul des structures en béton (EN 1992)
- Eurocode 3: Calcul des structures en acier (EN 1993)
- Eurocode 4: Calcul des structures mixtes acier-béton (EN 1994)
- Eurocode 5: Conception et calcul des structures en bois (EN 1995)
- Eurocode 6: Calcul des ouvrages en maçonnerie(EN 1996)

- Eurocode 7: Calcul géotechnique (EN 1997)
- Eurocode 8: Calcul des structures pour leur résistance aux séismes (EN 1998)
- Eurocode 9: Calcul des structures en aluminium (EN 1999)
- Ouvrages non traditionnels.

Les produits et matériaux utilisés et n'entrant pas dans le cadre des ouvrages dits « traditionnels » devront obligatoirement avoir fait l'objet d'une évaluation par le CSTB ou tout organisme accrédité par le COFRAC.

Cette évaluation devra être certifiée par un ou plusieurs des documents suivants, en cours de validité. : Avis technique, Document technique d'application, Evaluation Technique Européenne, Agrément Technique Européen, Pass'innovation, Appréciation technique d'expérimentation (ATEX), Évaluation Technique Préalable de Matériau (ETPM), Attestation de conformité PASS, Avis de Conformité Sanitaire Equipement (ACSE), Marquage CE.

### 1.2.3 MODIFICATIONS DES RÉGLEMENTATIONS

Les documents généraux s'entendent à la dernière édition parue un mois avant la date limite de dépôt des offres.

Le cahier des Prescriptions Techniques Particulières et le bordereau de prix sont établis suivant les "Documents Techniques Unifiés" parus à la date de leur établissement. En cas de modification des D.T.U., l'Entrepreneur est tenu de signaler avant exécution :

- Si les nouvelles prescriptions conduisent à une augmentation du prix de la prestation, l'Entrepreneur est tenu de la réaliser et le prix est modifié sur justification fournie avant exécution
- Si les nouvelles prescriptions conduisent à une économie, l'Entrepreneur est tenu de demander l'accord du Maître d'Œuvre qui décide du mode de réalisation, le prix étant modifié dans le cas où la solution la plus économique est réalisée.

L'application d'un document technique d'une origine autre que celle des D.T.U. servant de base du marché (d'origine syndicale par exemple) doit être soumise à l'approbation du Maître d'Œuvre, même si l'Avis Technique ou la modification du D.T.U. est en cours.

Il est rappelé que l'Entrepreneur est tenu de présenter au Maître d'Œuvre un devis en valeur marché des prestations demandées. Ce dernier doit le valider (tamponné et signé) avant de le soumettre au Maître d'Ouvrage en accompagnement d'une fiche « Travaux modificatifs ».

Au cas où un devis n'aurait pas été présenté :

- La rectification sera opérée sur le Décompte Général Définitif dans le cas de travaux en économie
- Aucun supplément ne sera accepté, le Maître d'Ouvrage n'ayant pas eu la possibilité de prévoir le financement dans le cadre de son bilan.

### 1.2.4 CONNAISSANCE DU PROJET

Bien que classé par lot, le présent C.C.T.P. forme un ensemble homogène. Chaque Entrepreneur est donc tenu de prendre connaissance de toutes les parties du présent C.C.T.P., ces parties formant un tout rendant les Entrepreneurs solidaires.

Les Entrepreneurs des différents lots devront prévoir, en outre, tous les travaux indispensables, dans l'ordre général ou par analogie, étant entendu qu'ils doivent assurer le complet et parfait achèvement des ouvrages de leurs corps d'état, quand bien même il n'en serait pas fait mention à la partie traitée, dès que ces travaux sont nécessaires à la réalisation du projet.

L'Entrepreneur reconnaît, à cet effet, s'être rendu compte exactement des travaux à exécuter, de leur importance et de leur nature. Il reconnaît avoir suppléé, par ses connaissances professionnelles, aux détails qui auraient pu être omis au C.C.T.P. ou sur les plans.

Les Entrepreneurs devront vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux dessins, et devront s'assurer de leur concordance dans les différents plans. En cas de doute, ils en référeront immédiatement par écrit au Maître d'Ouvre, faute de quoi ils seraient tenus responsables des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences de toutes natures qu'elles entraîneraient.

Les prix comprendront en particulier tous les échafaudages nécessaires et leur signalisation en



bordure de voie publique, tous les ouvrages et toutes les fournitures nécessaires à la réalisation du projet, même en cas d'omission sur les plans et (ou) sur les présents cahiers techniques particuliers ainsi que toutes les dispositions d'organisation de chantier mentionnées dans le P.G.C.

**Toute prestation représentée graphiquement sur les plans ou décrite dans les C.C.T.P. sera due. Au cas où celle-ci aurait été omise dans l'une ou l'autre des 2 versions (graphique ou écrite), l'Entrepreneur sera réputé avoir signalé cette omission au maître d'ouvrage durant la procédure d'appel d'offres et avoir reçu en retour une confirmation sur la réalisation ou non de ladite prestation. Celle-ci sera donc due, sauf si l'Entreprise apporte la preuve écrite du contraire. L'ensemble des pièces est complémentaire.**

### 1.2.5 CONNAISSANCE DU SITE

Pour l'exécution des travaux, quelle qu'en soit leur nature (démolition, construction, modification, agrandissement, etc.) et pour l'établissement de son offre, l'Entrepreneur est réputé avoir au préalable :

- Pris connaissance du site, des servitudes éventuelles, des lieux d'implantation des ouvrages ou de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux
- Apprécié toutes les conditions d'exécution et s'être rendu compte de leur importance et de leurs particularités
- Procédé à une visite détaillée des lieux et pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transports, lieux d'extraction de matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinages, etc.)
- Demandé toutes les autorisations et pris en compte les éventuels frais dus à l'occupation du domaine public (stationnement, barrières, palissades, etc.)

Le marché étant forfaitaire, l'offre inclura également toutes les sujétions liées aux impositions du Bureau de Contrôle, du CSPS et tout autre document officiel lié au projet, ainsi que de la ville où se situe l'opération en terme d'installations de chantier (localisation, palissades, accès, etc.), de méthodologie d'exécution de travaux, d'autorisations... liste non exhaustive.

En résumé, les Entrepreneurs sont réputés par le Maître d'Ouvrage dès la remise de leur offre avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun Entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais, en cours de travaux.

### 1.2.6 CARACTERISTIQUES PROJET

Tout Entrepreneur d'un lot est réputé avoir été choisi comme spécialiste et connaître la réglementation en vigueur.

#### **Classement de la construction :**

ERP type R - Bâtiments d'enseignement et d'hébergement - Catégorie 2

#### **Conditions géographiques :**

- Zone de neige : A1, Charge de neige :
  - Charge normale sur le sol  $S_o = 45 \text{ daN/m}^2$  : pour les structures soumises aux états limites
  - Charge normale  $P_{no} = 35 \text{ daN/m}^2$  et charge extrême  $P_{no} = 60 \text{ daN/m}^2$  : pour les structures non soumises aux états limites
- Zone de vent (calcul suivant l'EUROCODE 1) : Zone 2
  - \* Valeur de base de la vitesse de réf du vent :  $v_{b,0} = 24.0 \text{ m/s}$
  - \* Valeur de base de la pression dynamique :  $q_b = 0.35 \text{ kN/m}^2$

- Zone de sismicité : 1
- Zone climatique d'hiver : H1a
- Zone climatique d'été : Ea
- Zone de gel : tempérée

**Environnement acoustique :**

- Classement des infrastructures routières ou ferroviaires : **non concerné**
- Classement d'exposition aux bruits des baies : BR1
- Isolement des façades : 30 dB

**Niveau énergétique et acoustique du bâtiment :**

- Réglementation thermique : RT Existant

**1.2.7 PRESCRIPTIONS GENERALES TECHNIQUES POUR L'ENSEMBLE DES CORPS D'ETAT**

Tout Entrepreneur d'un lot est réputé avoir été choisi comme spécialiste et connaître la réglementation en vigueur.

- Résistance au feu de la structure :
  - Structure stable au feu : ½ heure

**1.2.8 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES**

L'exécution des ouvrages sera soumise aux prescriptions techniques générales du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de travaux de Bâtiment passés au nom de l'Etat ou des Collectivités locales, et notamment des documents suivants :

- Documents Techniques Unifiés édités par le C.S.T.B. comprenant : Cahiers des Charges et Documents connexes - Prescriptions ayant valeur de Cahiers des Charges D.T.U. - Autres Documents D.T.U. - Règles de calculs D.T.U. - Applicables à compter du 1er Mai 1986 (Décret N° 86.290 du 26 Février 1986 - J.O. du 4 Mars 1986).
- Textes législatifs réglementaires édités par le C.S.T.B. (R.E.E.F.)
- Normes Françaises N.F. (AFNOR)
- Spécifications techniques établies par les Groupes Permanents d'Etudes des Marchés.
- Règles générales de construction des établissements recevant du public (ERP)
- Code du Travail
- Code de la Construction et de l'Habitation (Première partie législative et deuxième partie réglementaire) - Décret N° 78-621.622 du 31/5/78 et Arrêtés annexes.
- Réglementation de sécurité - Protection contre l'incendie des Bâtiments d'habitation (Arrêté du 31/1/86 - J.O. du 5/3/86).
- Les réglementations relatives à l'amiante, le plomb et la légionellose
- Les réglementations thermiques et acoustiques
- La réglementation sanitaire départementale

Les documents généraux s'entendent à la dernière édition parue un mois avant la date limite de dépôt des offres.

Le cahier des Prescriptions Techniques Particulières et les cadres de bordereau de prix sont établis suivant les "Documents Techniques Unifiés" parus à la date de leur établissement. En cas de modification des D.T.U., l'Entrepreneur est tenu de signaler avant exécution :

- a) si les nouvelles prescriptions conduisent à une augmentation du prix de la prestation, l'Entrepreneur est tenu de la réaliser et le prix est modifié sur justification fournie avant exécution
- b) si les nouvelles prescriptions conduisent à une économie, l'Entrepreneur est tenu de demander l'accord du Maître d'Œuvre qui décide du mode de réalisation, le prix étant modifié dans le cas où la solution la plus économique est réalisée.

L'application d'un document technique d'une origine autre que celle des D.T.U. servant de base du marché (d'origine syndicale par exemple) doit être soumise à l'approbation du Maître d'Œuvre, même si l'Avis Technique ou la modification du D.T.U. est en cours.

Il est rappelé que l'Entrepreneur est tenu de présenter un devis en valeur marché des travaux modifiant la réalisation prévue, avant leur exécution, afin d'avertir le Maître d'Ouvrage de l'incidence sur le bilan financier.

Au cas où un devis n'aurait pas été présenté :

- a) la rectification sera opérée sur **le Décompte Général Définitif** dans le cas de travaux en économie
- b) aucun supplément ne sera accepté, le Maître d'Ouvrage n'ayant pas eu la possibilité de prévoir le financement dans le cadre de son bilan.

#### **Note concernant la réalisation des travaux**

Les prévisions du présent document n'étant pas systématiquement ramenées aux prescriptions minimales préconisées par les Documents techniques Unifiés pour des raisons d'aspect ou de sécurité complémentaires ou pour tout autre motif pouvant échapper à l'Entrepreneur, une réalisation non conforme au présent document peut entraîner une réfaction au règlement du décompte définitif.

Par contre, si pour des raisons de facilité d'exécution (séries, uniformisation, qualification du personnel, etc...), l'Entrepreneur réalise un ouvrage plus onéreux que celui prévu au sens du détail estimatif, il ne lui sera pas accordé de supplément puisqu'il est l'instigateur et le bénéficiaire de la modification.

En conséquence, l'Entrepreneur devra signaler au Maître d'œuvre avant la remise de son offre tout manquement qu'il aura eu décelé, et s'assurer que les travaux complémentaires à ceux de son corps d'état, sont compris dans un autre lot ou feront l'objet d'une réalisation ultérieure.

Il devra signaler toute modification éventuelle de la réglementation effectuée après signature du marché et demander qu'un ordre de service soit délivré pour mise en conformité.

#### **Note concernant l'accessibilité des bâtiments**

L'ensemble du projet respectera la législation en vigueur concernant l'accessibilité aux personnes handicapées et plus particulièrement :

- Loi du 11 Février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et qui doit permettre à toutes les personnes, quel que soit leur handicap (physique, sensoriel, mental, psychique et cognitif) d'exercer les actes de la vie quotidienne et de participer à la vie sociale.
- Arrêtés d'application résultant de ce décret :
- Arrêté du 26 Février 2007 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs lorsqu'ils font l'objet des travaux et des bâtiments existants où sont créés des logements par changement de destination
- Arrêté du 26 Février 2007 relatif au coût de construction qui sert à déterminer le seuil à partir duquel des travaux de rénovation sur un bâtiment d'habitation collectif déclenchant l'obligation de mettre la totalité des parties communes de ce bâtiment et des logements concernés par les travaux, en conformité avec les règles d'accessibilités prévues pour le neuf
- Arrêté du 22 Mars 2007 définissant la forme, le contenu et les modalités de délivrance de l'attestation, que tout Maître d'Ouvrage soumis à la réglementation accessibilité doit faire établir à l'achèvement des travaux de construction ou de modification d'un bâtiment dès lors qu'ils ont fait l'objet d'un permis de construire.

#### **Note concernant la conformité avec la réglementation incendie :**

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation "Sécurité Incendie", les Entrepreneurs devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le PV d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

Ces PV seront à communiquer au Bureau de Contrôle et seront à inclure, dans le DOE.

En cas de mauvaise réalisation, le Maître d'Ouvre exigera de l'Entrepreneur, autant de fois que

nécessaire, que cette mise en œuvre soit conforme, sans que l'Entrepreneur puisse prétendre à supplément de prix.

Les scellements, calfeutrements, etc. devront respecter le degré coupe-feu du bâtiment selon son classement au titre de la Réglementation incendie."

### **Prescriptions Techniques Particulières**

Les détails ne sont donnés qu'à titre indicatif et laissent toute liberté au constructeur pour les dimensions et les sections des différentes parties des ouvrages, le Maître d'Ouvrage entendant par là laisser à l'Entrepreneur toute la responsabilité de ses travaux, nonobstant le visa et l'approbation des propositions de l'Entrepreneur.

Tous les dessins et notes de calculs devront être remis suffisamment à temps pour permettre leur examen approfondi et éventuellement leur modification.

### **Nature et qualité des matériaux**

Les matériaux, éléments ou ensembles utilisés pour la construction doivent être conformes aux stipulations contenues dans les pièces du marché ainsi que dans les ordres de service.

L'Entrepreneur est tenu de produire, sur demande du Maître de l'Ouvrage, toutes justifications de provenance et de qualité des matériaux, éléments ou ensembles.

Les matériaux, éléments ou ensembles non traditionnels doivent avoir reçu l'Avis Technique favorable du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment.

Les matériaux mis en œuvre seront conformes aux échantillons acceptés par le Maître d'Ouvrage et le Maître de l'Ouvrage.

L'emploi de matériaux, éléments ou ensembles de qualité supérieure à celle demandée ou décrite au présent C.C.T.P. ne donnera lieu à aucun supplément, à moins qu'il n'ait fait l'objet d'un ordre écrit du Maître d'Ouvrage et accord du Maître d'Ouvrage.

L'emploi de matériaux, éléments ou ensembles de qualité inférieure entraînera automatiquement le refus et le remplacement ; ce dernier sera réalisé aux frais de l'Entrepreneur incriminé qui supportera en plus la remise en état des travaux qui en découlerait.

Les matériaux seront conformes aux Normes A.F.N.O.R. En ce qui concerne les éléments et ensembles préfabriqués, la réalisation sera conforme au devis descriptif de l'Avis technique du Centre Scientifique et technique du Bâtiment. Ceux ne faisant pas l'objet d'un d'Avis Technique seront mis en œuvre conformément aux prescriptions du Fournisseur et du Fabricant.

Les emballages d'origine ou marques permettant d'identifier leurs choix, qualité, type, Fabricant ou Fournisseur, seront conservés sur le chantier afin de pouvoir s'assurer de leur conformité avec les indications du marché, toute modification involontaire pouvant être considérée comme fraude ou tentative de fraude.

### **Stockage des matériaux**

La mise à la disposition de l'Entrepreneur des locaux nécessaires au dépôt sur chantier, des approvisionnements, et les opérations éventuelles de chauffage ne sont pas à la charge du Maître d'Ouvrage, mais à la charge de l'Entrepreneur qui pourra établir ses locaux à l'endroit prévu dans le plan du chantier avec l'accord du Maître d'Ouvrage et de l'Entreprise responsable de l'organisation du chantier.

Toutefois, les locaux en cours d'aménagement disponibles pourront être utilisés après accord du Maître d'Ouvrage et Maître d'Ouvrage par l'Entrepreneur dans la mesure où le stockage, n'entravera pas les travaux d'aucun corps d'état, les nettoyages, remise en état et la réparation des dégradations éventuelles étant aux frais de l'Entrepreneur utilisant les locaux.

La casse, la dégradation ou le vol des matériaux stockés dans ces locaux ne sont pas à imputer au compte des frais communs de chantier (compte prorata), mais au compte de l'Entreprise effectuant le stockage.

### **Mode de mesuré**

Sauf spécifications contraires propres à certains corps d'état, les quantités de matériaux seront toujours mesurées en œuvre ou en dimension de vue, l'Entrepreneur tenant compte, dans le calcul de ses prix unitaires, des pertes, déchets, foisonnements, recouvrements, fatigue ou usure de

l'outillage, déterminant des dimensions supérieures aux dimensions nominales.

### 1.2.9 NIVEAU ENERGETIQUE

RT Existant élément par élément, selon l'arrêté du 3 mai 2007 modifié par l'arrêté du 22 mars 2017.

### 1.2.10 ECHANTILLONS ET ESSAIS

L'Entrepreneur est tenu de fournir en même temps que son offre tous les documents, Avis Technique des matériaux qu'il propose de mettre en œuvre, d'une part pour aider à l'analyse du Maître d'Œuvre dans le cadre du C.C.T.P. sur les fournitures nécessaires à l'exécution de l'ensemble des travaux, et d'autre part, en vue des essais prévus au marché.

#### **Échantillons**

Les échantillons, modèles ou maquettes devront être soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre et du Maître de l'Ouvrage, avant une date à fixer d'un commun accord et au cours d'un nombre limité de réunions de chantier, de manière à éviter la dispersion des présentations.

Les matériels acceptés par le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage seront groupés sur panoplies et exposés dans un local spécial à cet effet. Ils serviront de points de comparaison pour les autres parties semblables qui devront être conformes aux matériels exposés.

Un procès-verbal notifiera les décisions prises.

#### **Essais**

Il est rappelé l'obligation pour les constructeurs de procéder pendant la période d'exécution des travaux, aux vérifications techniques qui leur incombent aux termes de la loi du 4 Janvier 1978.

En particulier, les entreprises devront, dans leur offre, définir leur programme de contrôle interne en précisant les dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect.

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, dans les conditions normales d'utilisation, indépendamment des essais et vérifications effectués dans le cadre de la sécurité des personnes, les entreprises devront effectuer au minimum, avant réception, et à leur charge, les essais et vérifications d'autocontrôle à effectuer suivant les fiches d'attestation d'essai de fonctionnement, fournies par l'AQC (Agence Qualité Construction), dans la mesure où ils s'appliquent aux installations techniques concernées.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux suivant modèles de fiches fournies par l'AQC.

### **Les installations concernées sont les suivantes :**

EL : installations électriques

PE : portiers électroniques

CA : conditionnement d'air

VM : ventilation mécanique

CH : chauffage

PB : plomberie sanitaire

RA : réseau d'alimentation en eau

RE : réseau d'évacuation

L'Entrepreneur titulaire du lot Electricité devra pour la partie Courants Forts, faire établir à ses frais et fournir le certificat de conformité de ses installations auprès d'un organisme agréé, pour la partie Courants Faibles, (Téléphone, Informatique). Il devra fournir le Cahier de recettes.

L'Entrepreneur titulaire du lot Plomberie devra également fournir les certificats de conformité de ses installations gaz, certificats et analyse de désinfection.

L'Entrepreneur titulaire du lot Ascenseurs devra faire établir à ses frais et fournir le certificat de conformité des installations d'ascenseur auprès d'un organisme agréé.

### **1.2.11 CONSTAT D'HUISSIER**

L'Entrepreneur du lot principal réalisera à ses frais, un constat d'huissier avant démarrage des travaux en présence du Maître d'Ouvrage. Ce constat portera sur l'état des lieux des constructions mitoyennes, de propriétés voisines à proximité des limites de terrain, des éclairages extérieurs, des réseaux, des végétaux de toutes sortes, des voiries d'accès au site sans que cette liste ne soit limitative.

Ce constat d'huissier sera établi par un huissier agréé, un exemplaire sera remis au Maître d'Ouvrage.

A l'issue des travaux, l'Entrepreneur devra faire procéder, à ses frais, à un nouveau constat de l'état des lieux. Ce constat d'huissier sera établi par un huissier agréé, un exemplaire sera remis au Maître d'Ouvrage.

Les dégâts constatés par différence entre les 2 constats seront mis à la charge de l'Entrepreneur et réparés dans les délais les plus brefs.

### **1.2.12 MISE AU POINT PROJET - COORDINATION**

Chaque Entrepreneur s'engage formellement à respecter les décisions prises par le directeur de travaux quant à la marche et à la coordination des travaux dans le cadre du planning d'exécution et en vue de la mise en œuvre rationnelle des ouvrages, quelles que soient les sujétions particulières imposées à son entreprise. Il doit se référer au P.G.C. pour inclure dans son offre les travaux préparatoires la concernant.

### **1.2.13 PRESTATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES**

Les travaux et fournitures à la charge de chaque lot comprendront implicitement :

- La fabrication en usine ou en atelier, le transport
- Les engins de levage et les échafaudages nécessaires
- La pose et la fixation par tous moyens, compris tous calages, scellements, et toutes fournitures et accessoires nécessaires à la finition complète des ouvrages de chacun des lots
- Le nettoyage des locaux et/ou abords du chantier et l'évacuation quotidienne des gravats produits par l'exécution de ses ouvrages
- La protection des ouvrages finis jusqu'à la réception, compris enlèvement des protections et nettoyage si nécessaire
- Les protections des ouvrages des autres corps d'état lors d'intervention après ces corps d'état.

En cas de dégradation, l'Entrepreneur fautif sera tenu de réparer, à ses frais, conformément au C.C.A.G.

Les règles générales concernant le transport, les manutentions et le stockage sur le chantier, mentionnées à l'article 1.22 du CCT du DTU 25.42, sont applicables, par assimilation à tous les éléments de la fourniture.

Les Entrepreneurs de chaque lot devront fournir :

- Aux entreprises intéressées suivant le planning général des travaux, toutes les informations nécessaires sur documents graphiques.

Dans le cas de retard de production de ces informations et de ces matériaux, les conséquences financières en découlant seront imputées aux lots concernés.

Les Entrepreneurs de chaque lot feront leur affaire de l'ensemble des dispositions à adopter, tant dans les modes de dimensionnement des ouvrages que dans leurs conditions d'exécution ou dans le choix des matériaux, pour les constructions faisant l'objet de spécificités : construction en bord de mer, en zone sismique, en site occupé, etc.

L'ensemble des dispositions nécessaires pour répondre aux différentes réglementations et contraintes sont intégrées dans le montant forfaitaire du marché de l'Entreprise.

## 1.3 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

### 1.3.1 COMPTE PRORATA

#### **Définition**

"Lorsque plusieurs Entrepreneurs ayant entre eux un lien juridique ou non, concourent à la réalisation d'un même ouvrage, il est tenu compte des dépenses d'intérêt commun et des produits éventuels du chantier dans les conditions énumérées ci-après.

Les dépenses d'intérêt commun sont celles qui, effectuées par un ou plusieurs Entrepreneurs, ont pour but d'assurer la bonne marche de l'ensemble du chantier.

Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun, les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le Maître d'Ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché."

La norme AFNOR NF P03 001 de décembre 2000 constitue le "cahier des clauses administratives générale" applicable aux relations privées en la matière.

#### **Modalités**

Elles seront définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) joint au marché.

#### ***Pour Mémoire***

### 1.3.2 PERCEMENTS - SCHELLEMENTS - RACCORDS

#### **Constructions existantes**

A) Orifices pratiqués dans murs ou planchers existants, de diamètre inférieur ou égal à 10 cm, ou de section inférieure ou égale à 10 x 10 cm :

Les percements nécessaires au passage des nouveaux réseaux à créer seront réalisés par les différents corps le nécessitant et à leurs frais. Les percements pratiqués dans les ouvrages porteurs le seront après validation par L'Entrepreneur titulaire du lot n°2 – Curage - Maçonnerie

Les bouchements d'orifices laissés vides après dépose des réseaux existants à supprimer seront réalisés par le corps d'état ayant effectué la dépose concernée et à ses frais.

B) Orifices pratiqués dans les murs et planchers, de diamètre supérieur à 10 cm ou de section supérieure à 10 x 10 cm :

Les prestations définies ci – dessus seront entièrement réalisées par L'Entrepreneur titulaire du lot n°2 - Curage – maçonnerie et quantifiées dans son marché.

### 1.3.3 TOLERANCES DE LIVRAISON DES SUPPORTS

Les entrepreneurs ayant à réaliser des constructions constituant les supports d'ouvrages à charge d'autres entreprises, devront impérativement respecter les niveaux de tolérances imposés par les différentes règles professionnelles en vigueur.

Il en sera de même pour tous les supports existants conservés, après curage des bâtiments.

#### **Coordination**

Tout entrepreneur ayant à sa charge la réalisation d'ouvrages prenant appui sur, ou constituant la finition, d'ouvrages réalisés par un autre entrepreneur devra remettre à celui - ci, pendant la période de préparation, les plans et dessins précisant les réservations et points de fixation nécessaires, ainsi que le niveau de finition attendu.

#### **Conformité**

Si l'Entrepreneur constate qu'il ne peut exécuter les travaux parce que l'état apparent du support n'est pas conforme au projet, à ses détails d'exécutions ou aux prescriptions qu'il a fournies au titre de l'article précédent, il en avise par écrit le Maître d'Œuvre qui procède au constat et décide des réfections à effectuer.

### 1.3.4 CONSERVATION ET PROTECTION DES OUVRAGES

#### **Ouvrages neufs**

Les Entrepreneurs des différents corps d'état devront fournir et poser à leurs frais jusqu'à réception des travaux toutes les protections nécessaires à la conservation des ouvrages tels que marches, appuis, arêtes, appareils, tubes ou autres, revêtements de sols, revêtements muraux, carrelages, etc...

Ils seront tenus de réparer, à leurs frais, toutes les dégradations quelles qu'elles soient, conformément au C.C.A.G.

Les Entrepreneurs des différents corps d'état assureront également la protection de leurs ouvrages en cours d'exécution, contre les intempéries, notamment contre la chaleur, la pluie, le vent et le gel.

#### **Ouvrages existants**

Ayant seuls la responsabilité des existants, les Entrepreneurs supporteront à leurs frais, toutes les réparations et remises en état de tous dommages, dégâts, incidents et accidents causés à l'occasion de l'exécution de leurs travaux, en fonction de la responsabilité de chaque Entreprise, tant dans les bâtiments où les travaux sont effectués que dans les bâtiments voisins, le tout de manière que ni le Maître d'Ouvrage, ni le Maître d'Œuvre ne puisse être inquiété à ce sujet.

Exécution des travaux à l'intérieur de bâtiments existants

Les Entrepreneurs prendront possession des ouvrages existants dans l'état où ils se trouvent actuellement. Les Entrepreneurs devront donc prévoir tous les travaux indispensables dans l'ordre général et par analogie, étant entendu qu'ils doivent assurer le parfait et complet achèvement de tous les ouvrages de leur corps d'état.



### 1.3.5 DEMARCHES - AUTORISATIONS - BRANCHEMENTS

L'Entrepreneur de **revêtements de façade** sera tenu responsable de l'organisation de chantier selon les indications du P.G.C. et de faire les demandes nécessaires pour obtenir les autorisations ou branchements de chantier concernant :

- Alignement et autorisation d'ouverture de chantier
- Branchements des installations de chantier
- Les permissions de voirie et occupation des trottoirs
- Branchements sur les égouts publics
- Branchement du gaz
- Branchement électrique
- Branchement du téléphone
- Branchement de l'eau

### 1.3.6 SUJETIONS INHERENTES SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

#### **PGC**

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera établi par le Coordonnateur de Sécurité et sera intégré au marché de chaque Entreprise.

#### **BRUITS DE CHANTIER**

##### Vis à vis des travailleurs

L'Entreprise devra veiller à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et elles auront à prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Toutes les obligations imposées par le Code du Travail, notamment les articles R.4431-1 à R.4431-4 seront à respecter.

##### Vis à vis des occupants

Dans le cas de bruit de chantier maintenu dans les limites autorisées par la réglementation à la suite de conditions particulières, si cela entraîne une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé à l'Entreprise de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

En période d'occupation des locaux, le niveau de bruit maximal admissible émis sera égal à 70 dB. En outre, l'entrepreneur responsable du bruit sera tenu de présenter toutes les justifications nécessaires

Autant que faire se peut, un matériel peu bruyant sera utilisé. En cas d'impossibilité, les engins bruyants ne seront pas utilisés pendant le créneau horaire suivant : 08 h – 12 h et 14 h – 17 h en jours ouvrés. La valeur du travail effectué en horaires décalés résultant de cette obligation sera inclus dans les prix unitaires.

#### **FIBRES MINERALES**

Les Entrepreneurs seront tenus de présenter au Maître d'Ouvrage les emballages de tous les matériaux constitués de fibres minérales et mis en œuvre sur le chantier. Ces emballages devront impérativement comporter un étiquetage conforme à la circulaire DRT N° 99-10 du 13 Août 1999.

#### **LEGIONELLOSE**

Les installations de plomberie devront être conçues et réalisées pour prévenir tout risque de contamination des utilisateurs par la légionellose.

#### **AMIANTE**

***La mise en œuvre de matériaux ou matériels contenant de l'amiante, sous quelque forme que ce soit, sera rigoureusement interdite.***

Tous les entrepreneurs intervenant sur l'opération seront réputés avoir pris connaissance des résultats exprimés dans le diagnostic amiante avant travaux – DAAT / DAAD, commandité par le maître d'ouvrage et réalisé par un organisme agréé.

- **Lot 1 – Désamiantage** : La dépose de certains ouvrages amiantés lui incombe exclusivement. Ces travaux seront réalisés en sous-section 3

- **Autres lots** : Certains ouvrages amiantés sont prévus conservés. Une partie des travaux étant effectuée au contact ou à proximité de ces ouvrages, celle – ci sera à réaliser en sous-section 4. Les dispositions particulières sont définies dans les CCTP spécifiques à chaque corps d'état.

En cas de découverte fortuite de matériaux potentiellement amiantés, effectuée à l'occasion des travaux de démolition :

- Lesdits travaux seront immédiatement interrompus à l'emplacement et à proximité des ouvrages concernés.

- L'entreprise impliquée avertira sans délai le maître d'œuvre, qui aura seule autorité pour définir l'action à mener.

- Si la décision est prise de procéder à l'enlèvement de ces ouvrages, seule une entreprise agréée pour effectuer une intervention en Sous - Section 3 serait autorisée à réaliser les travaux de désamiantage, compris toutes obligations légales en découlant.

#### **PLOMB :**

La mise en œuvre de matériaux ou matériels contenant du plomb, sous quelque forme que ce soit, sera rigoureusement interdite.

Avant de commencer les travaux de démolitions, l'entrepreneur devra impérativement :

- Prendre connaissance des différents diagnostics plomb et transmettre toutes informations nécessaires aux personnels chargés de la réalisation de ces travaux

- Mettre en place toute installation de chantier complémentaire exigée par la législation en vigueur.

- Veiller à ce que tous ces personnels portent des tenues de travail leur garantissant une parfaite protection.

- Déposer les déchets et gravats contenant du plomb dans une décharge agréée et apte à les recevoir.

#### **1.3.7 LOGEMENT TEMOIN**

L'ensemble des corps d'état intervenant sur le chantier devra réaliser un logement témoin.

Celui-ci devra être parfaitement achevé et visitable.

Sont inclus dans la prestation :

- La construction complète, y compris ouvrages de parachèvement

- Le raccordement aux réseaux eau, gaz, électricité et téléphone

- Toutes clôtures de chantier et signalisation nécessaire

- Le nettoyage hebdomadaire systématique et occasionnel suivant nécessités permettant de maintenir les lieux en parfait état de propreté.

#### **1.3.8 PRE-CHAUFFAGE**

Le pré-chauffage des locaux sera assuré par les entreprises concernées, suivant les exigences de températures et d'hygrométrie des D.T.U. les concernant.

Les frais sont à la charge des Entreprises le nécessitant.

#### **1.3.9 NETTOYAGE CHANTIER ET EVACUATION DES GRAVOIS**

L'Entrepreneur de chaque lot devra laisser les locaux propres et libres de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux.

Il se chargera du tri de ses propres gravois provenant de l'exécution de ses travaux, de ses nettoyages, de ses approvisionnements, etc... ; jusqu'aux lieux de stockage déterminés sur le chantier.

Les entreprises devront en collaboration avec leurs fournisseurs, minimiser les suremballages inutiles et voir les possibilités d'emballages consignés ou livraison en vrac. Elles devront évacuer au

fur et à mesure de la production, les déchets incombant à ces travaux et ce au minimum tous les jours avant de quitter le poste de travail.

Concernant l'organisation et la tenue de l'hygiène sur le chantier, l'Entreprise doit se référer au P.G.C.

La réglementation sur les déchets (loi n° 75.633 du 15 Juillet 1976, loi n° 92.646 du 13 Juillet 1992) a fixé les priorités de la politique des déchets :

- Prévention ou réduction de la production de déchets
- Organisation du transport des déchets et sa limitation en distance et en volume
- Valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou valorisation énergétique sans hiérarchie a priori entre ces différents modes
- Information du public.

Le nettoyage général avant réception des travaux sera exécuté par une entreprise spécialisée à la charge du **Lot Peinture**

Le lot responsable de l'installation de chantier mettra à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes à gravats pour la pratique d'un tri sélectif, qu'il videra autant de fois que nécessaire.

Il désignera un responsable parmi son effectif qui sera chargé de vérifier le respect par les entreprises du tri des déchets sur le chantier. En cas de manquement d'une ou plusieurs entreprises, le responsable informera le Maître d'œuvre qui prendra alors les dispositions nécessaires. La méthode de tri des déchets retenue pour ce chantier est basée selon le schéma d'organisation du tri des matériaux établi à la fin du présent article.

Pour la présente opération, le NIVEAU 1 est retenu. L'ensemble est à la charge de l'Entreprise titulaire du lot n°3 - Revêtements de façade suivant les filières de valorisation locales, le nombre de bennes évoluera en redécomposant les familles d'autres produits dans chaque famille de déchets.

**Dans ce cadre il est rappelé que :**

- Chaque entreprise se charge à ses frais du transport des gravois et déchets jusqu'aux lieux de stockage prévus sur le chantier.
- L'Entrepreneur titulaire du lot n° 3 - Revêtements de façade se chargera d'acheminer aux frais du compte prorata les différents déchets et gravats en déchetterie adaptée.
- Par contre, les déchets et gravois issus des travaux de déposes ou démolitions seront triés et évacués par les entreprises en charge desdits travaux, conformément aux prescriptions énoncées dans leurs CCTP respectifs. Ainsi Le lot 02 curage - maçonnerie est responsable de ses propres déchets liés aux travaux de courages et assumera ses propres roulement de benne et mise en décharges.
- La ou les entreprises ayant procédé à ces évacuations devront remettre la totalité des bordereaux de suivi des déchets réglementés ou non. Ces bons indiquent la nature et la quantité exactes des produits déposés, ainsi que l'attestation de réception du gestionnaire de l'unité d'élimination.

En concertation avec l'Entreprise et le coordinateur SPS, sont organisés la mise en place des différents containers, la signalétique particulière ainsi que le transport dans les centres de stockage appropriés.

Toute infraction à ce tri fera l'objet de l'application des mesures coercitives prévues au C.C.A.P.

**Par ailleurs, il est interdit :**

- De brûler sur les chantiers
- D'abandonner ou d'enfermer des déchets (même inertes) dans des zones non contrôlées administrativement (décharges sauvages, enfouissement sur chantiers).

Les installations d'élimination des déchets par stockage ne sont autorisées à accueillir que des déchets ultimes.

Compte tenu de ce qui précède, le chantier doit faire l'objet d'un tri obligatoire des déchets suivant l'un des modèles indiqués ci-après. L'organisation de ce tri sera arrêtée au cours de l'étude en concertation avec le Maître d'Ouvrage.

### 1.3.10 INSTALLATION DE CHANTIER

L'Entrepreneur du **lot n°3 Revêtements de façade** devra réaliser l'ensemble des installations de chantier nécessaires à la réalisation complète des travaux (hors installation de la base vie). La prestation comprendra également l'entretien pendant toute la durée des travaux et le repliement des installations avant la réception des ouvrages.

Ces équipements seront conformes au décret 94.11.59 du 24/12/94, au code du travail (livre II, titre II : hygiène et sécurité des travailleurs)

L'Entrepreneur sera conforme aux prescriptions indiquées dans le PGC établi par le Coordonnateur sécurité, il établira un plan d'installation de chantier (PIC) faisant apparaître :

- Les accès au chantier et à la base vie
- Les zones d'interventions
- Les entrées des bâtiments
- Les voiries de circulation et le plan de circulation
- Les zones de stationnement
- L'implantation des installations de chantier (sanitaires au droit de chaque bâtiment)
- L'entretien de la base vie
- Les zones de stockage
- Les cheminements des réseaux, l'implantation des armoires de distribution électrique
- Les points d'eau
- Les zones pour les bennes à déchets, etc...

L'ensemble des équipements devront être conformes à la réglementation en vigueur et au CCAP.

#### **Les installations de chantier comprendront entre autres :**

- Aménagement des plateformes d'accès et d'installations de chantier, aires de stockage, aire de préfabrication

L'entrepreneur veillera particulièrement à la réalisation des pentes et contre-pentes nécessaires pour évacuation des eaux de ruissellement.

Les surfaces et emprises seront à réaliser suivant le plan d'aménagement et le PGC.

L'entreprise vérifiera la résistance au sol et fera part de ses observations au Maître d'œuvre par la même, l'entretien de des cheminements extérieurs sont à la charge du présent lot.

- Accès au chantier : L'accès du public étant interdit, des portails/portillons devront être fermés à clés

Les clôtures de chantier seront visibles et en nombre suffisant avec apposition des panneaux d'affichage "chantier interdit au public"

Les personnes autorisées sur le chantier seront : le maître d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre, les personnels identifiables ayant procédé à l'inspection commune et transmis leur PPSPS

Les visiteurs seront pris en charge par les entreprises avec port des EPI

#### **- Clôtures et signalisation**

- \* Affichage d'interdiction d'accès affichés sur les portes, portillons, portails, clôtures...
- \* Portails et/ou portillons d'accès fermés à clés pour accès des piétons et des véhicules. Les deux accès étant indépendants
- \* Clôtures grillagées provisoires et démontables, installées au démarrage des travaux et jusqu'à la fin des travaux, montées sur plots béton et reliées par connecteurs de 2 m de hauteur solidaires entre elles
- \* Le cas échéant, les clôtures en contact avec l'activité directe du maître d'ouvrage seront réalisées en panneaux pleins. Y compris toutes sujétions et entretien des clôtures et des portails pendant la durée des travaux. Les clôtures dégradées devront être remplacées rapidement pour maintenir le chantier clos
- \* Les clôtures seront à prévoir au droit des zones de stockage des matériaux, des bennes à déchets,

de la zone chantier, des circulations chantier, de la base vie sans que cette liste soit limitative...

- \* Les signalisations\_nécessaires sur le périmètre du chantier par matérialisations visualisées et lumineuses.

- \* L'entreprise chargée du présent lot assurera la sécurité du chantier d'une façon générale, il lui appartient donc d'obtenir auprès de l'autorité locale compétente toutes les attestations et autorisations nécessaires dans le cas d'emprise du chantier sur le domaine public.

Nota : Toutes les dispositions matérielles de signalisations diurnes et nocturnes seront mises en oeuvre par le présent lot afin de prévenir tous les risques d'accident à savoir les clôtures, les bandes de signalisation fluorescentes, les lampes à cellules photo-électrique et tous ouvrages analogues

- \* Les pancartes "Chantier interdit au public" seront affichées sur les portails, portillons et clôtures en périphérie du chantier

- \* Protection des espaces dangereux

- \* Le cas échéant, le lot désamiantage interviendra en autonomie concernant les clôtures de chantier et sera responsable de la mise en place de l'affichage réglementaire

- Accès au chantier

- \* Les chemins d'accès piétons seront dégagés, éclairés et maintenus en bon état : pour l'accès au chantier, les cantonnements, les bureaux, les constructions

- \* Les aires de livraison et de déchargement seront aménagés de manière à faciliter les manoeuvres

- \* Le cas échéant, création d'un accès piétons entre la base vie et la zone chantier réalisé en matériaux compactés, balisé et protégé de part et d'autre

- Panneau de chantier : panneau réglementaire, lisible depuis la voie publique (R.8221-1 du Code du travail)

- \* Constitué d'une ossature bois avec poteaux ancrés dans le sol par tous moyens appropriés

- \* Ce panneau fera apparaître la nature et la destination des ouvrages, le numéro du permis de construire, les noms, raison sociale, adresses, téléphone du Maître d'Ouvrage (éventuellement son logotype), de son assistant, de l'équipe de Maîtrise d'œuvre, du bureau de contrôle, du CSPS, des entreprises, avec un emplacement libre pour les sous-traitants.... et ce selon les directives du Maître d'Ouvre

- \* Etabli selon le modèle imposé et réalisé suivant une charte graphique spécifique au Maître d'Ouvrage

- **Dimensions du panneau 4,00 m x 3,00 m**

- Cantonnement de chantier :

La base vie sera réalisée par le maitre d'ouvrage dans le cadre d'un marché distinct. **L'entrepreneur du Lot N°3 aura néanmoins à sa charge l'entretien de celle-ci pendant toute la durée des travaux.**

Suivant les recommandations du CSPS, l'entreprise devra prévoir un bloc sanitaires (WC chimiques) à proximité de chacun des bâtiment ou il y a intervention, à l'avancement selon recommandations du Code du Travail.

- Alimentation dans la zone travaux :

- \* Électricité : armoires de distribution du type forain, avec compteur, disjoncteur, câbles sous fourreaux, disposées tous les 25m à chaque niveau. Eclairage de chantier à prévoir par spots et guirlandes.

- \* Eau : Raccordement sur le réseau existant avec comptage séparé, compris ouverture et fermeture de tranchée, fourniture et mise en place d'un regard.

- Nettoyage des boues et réfection de la voirie de chantier occasionné par la circulation des engins seront exécutés immédiatement après dégradation (afin de laisser un accès propre)

- Gestion des déchets : mise en place de bennes tri sélectif, vidage régulier en décharges selon article 1.3.9 du présent CCTP

- Engins de levage : Aucune disposition ne sera prise dans le cadre de la base vie. Chaque entreprise sera responsable de ses propres moyens de levage.

- L'amenée et le repliement des matériels de chantier en fin de travaux, compris déménagements nécessaires et remise en état des zones occupées et des abords.

**Chaque Entrepreneur**, provisionnera un montant HT de ses travaux pour la rémunération des dépenses effectuées par le titulaire du lot responsable de l'installation de chantier. Les modalités contractuelles de cette prestation feront l'objet d'une convention qui liera les différents corps de métiers et fixera notamment les conditions de règlement des sommes dues au titulaire du lot responsable de l'installation de chantier. En tout état de cause, la définition du compte prorata sera conforme au CCAP.

**Entrent dans le compte prorata :**

Le compte prorata inter-entreprises sera tenu par le lot Revêtements de façade. Ce compte prendra en charge tous les frais divers du chantier (liste non limitative) :

- Consommations : eau, électricité et téléphone pour les installations de chantier et pour les travaux sur toute la durée du chantier
- Frais de gestion des déchets (transport, décharge...), la mise à disposition de plusieurs bennes pour le tri sur place des déchets de chantier
- Tous les frais de préchauffage des locaux si nécessaire
- Le nettoyage hebdomadaire par le lot revêtement de façade, des voiries communales utilisées pour les besoins du chantier (balayage mécanisé si besoin), suivant salissement.
- Le nettoyage de la phase OPR, 1 mois avant la réception des travaux par une entreprise spécialisée

**N'entrent pas dans le compte prorata :**

- Les éventuels frais de reprise de nettoyage mal réalisé par la ou les entreprises responsables (ces frais sont donc à la charge de cette ou de ces entreprises), et effectués, à la demande du Maître d'Ouvrage, par une entreprise extérieure
- Les matériaux et ouvrages qui auraient été oubliés par un Entrepreneur dans son marché
- Les nettoyages de pré-réception et de réception à la charge du lot Peinture.

**1.3.11 ECHAFAUDAGES - MOYENS DE LEVAGE**

Chaque Entreprise fournira son propre échafaudage et moyens de levage pour le chantier.

Toutes autres installations de sécurité, spécifiques à chaque corps d'état, seront à la charge de chaque lot ( notamment protections, échelles, etc. en toiture pour le lot Étanchéité ).

**1.3.12 SECURITE DES TIERS**

Pendant toute la durée des travaux, les Entreprises devront prendre toutes les dispositions nécessaires afin de ne causer aucun dommage aux propriétés voisines, ni aucune gêne pour leurs occupants. Dans le cas contraire, il sera tenu pour seul responsable des dommages causés et devra en supporter toutes les conséquences. Il en sera de même en ce qui concerne les rues d'accès et la sécurité du public du côté des rues. Aucun matériau ou matériel ne devra choir ou être déposé sur le domaine public ou celui des voisins.

Les Entrepreneurs des lots susceptibles de causer des désordres aux mitoyens, seront tenus de faire constater, à leurs frais, l'état de ces derniers avant tout commencement d'exécution, dans le but d'éviter des réclamations et pour déterminer les responsabilités afférentes à chacune des parties engagées.

**1.3.13 FINITIONS - PROTECTION DES OUVRAGES**

Les Entreprises sont responsables de leurs ouvrages jusqu'à la réception. Il leur appartiendra donc d'assurer la protection et la surveillance des travaux ou installations et de faire toute réfection nécessaire, notamment pour leur parfaite présentation lors de la réception.

Les matériaux et fournitures pouvant souffrir des intempéries devront, lorsqu'ils ne pourront pas être livrés directement à leur emplacement d'emploi, être protégés par des abris dont la confection est à la charge des lots intéressés.

### 1.3.14 INTEMPERIES

L'Entreprise du lot revêtements de façade doit tenir à jour et faire viser aux rendez-vous de chantier un tableau sur lequel sont inscrits températures et intempéries prise à la station la plus proche du chantier, indiquée par METEO FRANCE. La pose du thermomètre enregistreur placé sur le chantier est à la charge du lot Gros Œuvre.

Le délai d'exécution est majoré, au cas où la neutralisation des jours d'intempéries serait dépassée, d'autant de jours ouvrés qu'il y aura de jours d'intempéries complémentaires, et à condition que l'entreprise ait effectivement arrêté les travaux.

Les intempéries prises en compte sont celles figurant sur l'AE ou sur le CCAP.

L'Entrepreneur justifie ces intempéries en fournissant au Maître d'Oeuvre un relevé émanant du service météorologique officiel le plus proche de l'opération. Pour ce qui concerne les températures, un thermomètre enregistreur doit être placé sur le chantier, sous la responsabilité de l'entreprise désignée.

Les relevés, visés par le Maître d'Oeuvre sous peine de nullité, sont consignés dans un cahier ouvert à cet effet et tenu par l'Entrepreneur. Le cumul des jours d'intempéries accepté est noté sur chaque compte rendu de chantier. Une fois mis hors d'eau, les jours d'intempéries ne sont plus acceptés pour les travaux à exécuter à l'intérieur des bâtiments.

### 1.3.15 RENDEZ VOUS DE CHANTIER

Le jour et l'heure du rendez-vous de chantier hebdomadaire est à déterminer par le Maître d'Oeuvre durant la période de préparation de chantier.

Si elle y est invitée, toute entreprise est tenue à y assister ou de se faire représenter par un membre de son personnel, ayant la compétence et les pouvoirs voulus pour la conduite des travaux. Ce représentant doit pouvoir prendre toutes les décisions concernant l'avancement normal du chantier, effectif, modifications techniques, planning.

### 1.3.16 NETTOYAGE DE RECEPTION

Le nettoyage général de réception sera exécuté par l'Entreprise du lot Peintures intérieures. Ce nettoyage portera sur l'ensemble des locaux, hors espaces extérieurs.

Ce nettoyage sera organisé en 2 temps. Un premier nettoyage aura lieu pour la pré-réception et un second pour la réception définitive.

Ces nettoyages comprendront :

- Un dépoussiérage à l'aspirateur et un lavage soigné des sols, plinthes, moulures, tableaux électriques, sanitaires, etc. compris tous nettoyages nécessaires et adaptés (eau, savon...) cette liste n'étant pas exhaustive.
- Un nettoyage des appareils sanitaires, équipements/mobiliers divers (éviers, wc, lavabos, etc.)
- Un nettoyage des menuiseries extérieures aux deux faces
- La dépose et repose du capotage des tableaux électriques et convecteurs et nettoyage interne complet.
- Le nettoyage des miroirs.

Ces nettoyages seront réalisés par une entreprise spécialisée sous-traitante.

### 1.3.17 GARDIENNAGE DU CHANTIER

Il n'est prévu aucun gardiennage de chantier. Chaque entreprise est donc responsable de ses outils et de ses matériaux.

Le lot revêtements de façade ne gère que l'accès à la base vie par ouverture et fermeture les matins et soirs.

### 1.3.18 GESTION DES CLEFS ET ORGANIGRAMME

Tous les cylindres de sûreté seront mis en combinaison et fonctionneront sur passe général et passe partiel.

Le tableau général de mise en combinaison des clés des cylindres de l'ensemble du projet sera établi par l'Entrepreneur **du lot MENUISERIES INTERIEURES – ISOLATION – CLOISONS – DOUBLAGES - PLAFONDS**, sur la base du programme communiqué par le Maître de l'Ouvrage.

Pendant le chantier, les serrures seront équipées de cylindres provisoires à charge des lots qui poseront les différents ouvrages sur clefs (portes extérieures, cadenas, portails, etc. des lots Menuiseries extérieures, Métallerie, etc.). Les clefs, étiquetées, seront transmises au lot Principal qui en sera responsable pendant la durée du chantier et en assurera la gestion. En fin de chantier, ces cylindres provisoires seront retirés par les entrepreneurs des lots concernés qui poseront les cylindres définitifs fournis par le lot MENUISERIES INTERIEURES - ISOLATION – CLOISONS – DOUBLAGES – PLAFONDS.

### 1.3.19 ASSURANCES

L'ensemble des travaux sera obligatoirement effectué par des ouvriers spécialisés en respectant les règlements en vigueur, les Entrepreneurs prendront toutes précautions nécessaires pour éviter tout accident ou incident à leurs ouvriers ou à des tiers, chaque Entrepreneur fournira avec sa remise de prix l'attestation d'assurance responsabilité civile, y compris pour existants couvrant tous les procédés, matériels et matières utilisés pour les travaux de démolition ou de modification couvrant l'Entrepreneur de tous dommages : corporels, matériels et immatériels et de garantir le Maître d'Ouvrage de tous recours qui pourraient être exercés contre lui du fait de l'inobservation des règlements et obligations imposés aux Entrepreneurs.

### 1.3.20 PERIODE DE PREPARATION

Pendant la période de préparation, il est établi par le pilote de chantier (OPC) un planning détaillé des tâches par corps d'état. Après acceptation de ce planning par les différentes entreprises, ce document devient contractuel et fait partie des pièces Marché"



### 1.3.21 ENERGIES

Le lot revêtements de façade assure l'alimentation en énergie des installations de chantier. Il doit donc prévoir tous les travaux nécessaires à cet acheminement (tranchées, branchements, poteaux, câbles, canalisations, sous-compteurs, etc.) ainsi que les autorisations nécessaires.

Les frais d'abonnements et les consommations seront portés au compte prorata.

## **1.4 GESTION DOCUMENTAIRE**

### 1.4.1 OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS

#### Coordination sécurité

Principales obligations de l'Entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 230-2, L. 235-1, L. 235-18
- Rédiger et tenir à jour les P.P.S.P.S., les transmettre aux organismes officiels (I.T., C.R.A.M., et O.P.P.B.T.P.) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 235-7, R. 238-26 à R. 238-36
- Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 235-1, L. 235-18, livre II et décrets non codifiés
- Respecter les obligations issues du livre IV du code du travail, concernant la santé et la sécurité sur le lieu de travail.
- Viser le R.J.C. et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, article R. 238-19

#### Plan général de coordination ( P.G.C.)

Le Plan général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé selon le décret 94-1159 du 26 Décembre 1994 sera établi par le Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé désigné par le Maître d'Ouvrage et dont les frais de mission restent à sa charge.

Ce Plan Général de Coordination fait partie intégrante des présentes pièces écrites que les entreprises doivent prendre connaissance avant la remise de leur offre.

### 1.4.2 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Avant le début des travaux, l'Entreprise désignée dans le PGC devra soumettre à l'approbation du **Coordonnateur Sécurité-Santé** le plan d'organisation générale du chantier qui précisera notamment l'emplacement des diverses installations à établir.

Chaque Entrepreneur fera les démarches et autorisations nécessaires pour l'installation et l'emploi de ses engins.

### 1.4.3 PLAN GENERAL DE COORDINATION (P.G.C.)

Le Plan général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé selon le décret 94-1159 du 26 Décembre 1994 sera établi par le Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé désigné par le Maître d'Ouvrage et dont les frais de mission restent à sa charge.

Ce Plan Général de Coordination fait partie intégrante des présentes pièces écrites que les Entreprises doivent prendre connaissance avant la remise de leur offre.

### 1.4.4 PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.)

Les Entreprises devront établir dès la signature des marchés et avant leur intervention sur le site le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé selon les bases du Décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994.

Les Entreprises prendront connaissance du PGC « Plan Général de Coordination Sécurité-Santé » joint au présent dossier et en tiendront compte pour l'élaboration de leur PPSPS.

Les Entreprises disposeront de trente jours (30 jours ) pour l'établir et le remettre au Coordonnateur Sécurité-Santé désigné par le Maître d'Ouvrage.

Un **guide pratique** pour l'élaboration du PPSPS est édité par l'OPPBTP.

Les Entreprises qui feront exécuter tout ou en partie leurs travaux par des sous-traitants, devront leur remettre un exemplaire du PGC ainsi que les mesures d'organisation générales que l'entreprise a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des Travailleurs.

Les Entreprises sous-traitantes seront tenues d'établir également leur PPSPS.

**Un exemplaire à jour de chaque PPSPS sera disponible en permanence sur le chantier et sera conservé pendant une durée de cinq ans.**

#### 1.4.5 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

Chaque Entrepreneur fournira en un exemplaire papier et sur support informatique (1 clé USB, fichiers au format PDF) un dossier complet des ouvrages exécutés.

Les Entreprises devront le fournir au Maître d'Œuvre trois semaines au plus tard après la réception, soigneusement mis à jour et comportant :

- Les plans des ouvrages enterrés : fondations, assainissement, réseaux divers
- Les plans des ouvrages d'ossature tant en infrastructure qu'en superstructure, compris coffrage et ferrailage
- Les réseaux dits « techniques » : tracés d'alimentation d'eau froide, de gaz, d'électricité ; tracés d'évacuation des eaux pluviales usées, vannes ; tracés des conduits de ventilations naturelles ou forcée, etc.... avec repérage précis des robinets d'arrêt, tampons de vidange, trappes de visite, sectionnement et indication de toutes les sections de tuyauterie et de filerie
- Les plans spéciaux, compris plan de montage et notice de fonctionnement et d'entretien
- Les plans concernant la sécurité du personnel de maintenance, devant notamment préciser l'emplacement des pointes de fixation des garde-corps, échafaudages et EPI.
- Ces plans devront être strictement conformes aux ouvrages réalisés, c'est-à-dire tenir compte des modifications apportées sur le chantier en cours de travaux
- Tous les certificats de garantie des équipements et appareils
- Toutes les notices de fonctionnement « fournisseurs »

En ce qui concerne les certificats de garantie relatifs à la sécurité (label, certificats d'essais CF ou PF, etc....) il est précisé que ceux-ci devront être adressés à l'Architecte et au Contrôleur Technique avant pose des équipements concernés.

#### **Reportage photographique**

Chaque Entreprise devra réaliser, pour les travaux lui incombant, un reportage photographique.

Les clichés seront à prendre quotidiennement, afin de refléter parfaitement les différentes étapes de la réalisation des ouvrages.

En outre, tous les détails techniques utiles à la maintenance ultérieure des ouvrages (positionnement des réseaux enterrés, organes de coupure et de régulation, points d'appui et de fixation des structures) seront à relever.

Les images seront fournies en 2 exemplaires sur support informatique, au format JPEG. La résolution minimale sera de 300 DPI.

#### 1.4.6 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES VIS-A-VIS DES RESEAUX ENTERRES EXISTANTS - DT

##### **Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux**

En application du Décret du 5 Octobre 2011

Le maître de l'ouvrage qui envisage la réalisation de travaux vérifie au préalable s'il existe dans ou à proximité de l'emprise des travaux un ou plusieurs ouvrages en service

Pour ce faire, au stade de l'élaboration du projet, il consulte le guichet unique, ([www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)) directement ou par l'intermédiaire d'un prestataire ayant passé une convention

avec lui, afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants de chacun de ces ouvrages ainsi que les plans détaillés des ouvrages en arrêt définitif d'exploitation.

Le Maître d'Ouvrage adresse une déclaration de projet de travaux à chacun des exploitants d'ouvrages en service, et dont la zone d'implantation est touchée par l'emprise des travaux,

Le Maître d'ouvrage joindra au présent marché :

- Les DT
- Récépissés (Réponse des exploitant réseaux)
- Résultat des investigations complémentaires éventuelles Présence de réseaux
- ERDF
- GRDF
- Autres Réseaux

**Avant le démarrage des travaux, un piquetage et marquage des réseaux seront réalisés sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage**

« Suite à la réforme de la législation dans les travaux à proximité des réseaux (DT-DICT/2012), nouvelle obligation est faite à partir du 1er janvier 2018 d'obtenir une Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) pour toutes les personnes travaillant à proximité des réseaux (maîtres d'ouvrage, encadrement de chantier et ouvriers) ».

**Mesures à prendre préalablement à l'exécution des travaux**

Les entreprises concernées consulteront le guichet unique, ([www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)) afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et adresseront une déclaration d'intention de commencement de travaux à chacun des exploitants d'ouvrages.

Les exploitants devront répondre sous 9 Jours, A défaut de réponse d'un exploitant dans le délai imparti, l'entreprise devra renouveler sa déclaration par lettre recommandée avec accusé de réception. L'exploitant est tenu de répondre sous un délai de deux jours ouvrés.

**Les travaux ne pourront débuter qu'après la communication de tous les récépissés de déclaration relatifs à des ouvrages en service sensibles pour la sécurité.**

A noter : Toutes les entreprises sous-traitantes sont également tenues d'effectuer une DICT dans les mêmes conditions que l'entreprise principale.

Le marquage ou piquetage réalisé sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage devra être maintenu en bon état tout au long du chantier par chacune des entreprises et au fur et à mesure de leurs interventions respectives.

Les entreprises intervenantes seront tenues de respecter les éventuelles recommandations fournis par les exploitants, et d'en informer leur personnel.

Si les travaux annoncés dans la déclaration d'intention de commencement de travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 mois à compter de la date de la consultation du guichet unique, le déclarant effectue une nouvelle déclaration dans laquelle il apporte, le cas échéant, les modifications nécessaires.

En cas d'interruption des travaux supérieure à trois mois, le déclarant effectue une nouvelle déclaration

Si la durée des travaux dépasse 6 mois, ou si le délai d'exécution des travaux dépasse celui annoncé dans la déclaration, le déclarant effectue une nouvelle déclaration au-delà de ce délai auprès des exploitants d'ouvrages sensibles pour la sécurité

**En conséquence, les entreprises concernées auront obligation de :**

- Fournir, avant tout démarrage de travaux, les attestations AIPR permettant de confirmer que leur personnel (encadrant et de chantier) a été formé comme l'exige la réglementation.
- Transmettre à tous les concessionnaires et exploitants de réseaux susceptibles d'être concernés une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT), établie sur le formulaire légal prévu à cet effet (cerfa n° 14 434\*02).

#### 1.4.7 NATURE DES DOCUMENTS A ETABLIR PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION

Liste des pièces à établir en période de préparation, sans que celle-ci soit exhaustive :

- Le Plan d'installation de chantier, à établir par l'entreprise en charge de l'installation de chantier
- Planning détaillé des tâches par corps d'état, établi par le Coordinateur de chantier. Après acceptation de ce planning par les différentes entreprises, ce planning deviendra contractuel et fera parti intégrante des pièces marché
- Le PPSPS, établi par chacun des entrepreneurs
- Plans d'exécution de travaux à fournir par tous les entrepreneurs de tous les corps d'état, détaillant la mise en œuvre de leurs ouvrages et réalisés en coordination avec les autres corps d'état
- L'ensemble des notes de calculs afférentes aux ouvrages mis en œuvre par les entreprises de tous les corps d'état
- Fourniture des fiches techniques de tous les matériaux choisis par l'entreprise pour la mise en œuvre, à valider par la maîtrise d'œuvre
- Toutes autres pièces indiquées dans le CCAP comme étant dues par les entrepreneurs en période de préparation de chantier.

#### 1.4.8 PLANNING DE REMISE DES DOCUMENTS

Le Maître d'Œuvre devra mettre au point un planning détaillé des interventions.

Les dates de remise des plans d'exécution devront figurer sur ce planning.

Ce planning devra suivre scrupuleusement le planning des travaux et sera soumis aux entreprises co-traitantes dont les travaux peuvent être liés au déroulement des tâches d'autres corps d'état.

Le Maître d'Œuvre communiquera à chaque Entreprise le nombre d'exemplaires de documents à fournir ; ce nombre pourra être variable en fonction de la nature de l'ouvrage.

Avant toute exécution, les Entrepreneurs sont tenus de soumettre leurs plans, épures d'exécution, notes de calculs et notices explicatives à l'approbation de l'Architecte et du contrôleur technique, et ce, suffisamment à temps pour ne pas retarder la marche normale des travaux.

#### 1.4.9 PLANS D'EXECUTION

Chaque Entreprise établira, en ce qui la concerne, en partant des plans de l'Architecte, les dessins de détails, épures, schémas nécessaires à la fabrication et à la mise en œuvre des ouvrages qui lui incombent. Il est spécifié qu'aucun supplément ne sera dû pour des modifications de détails nécessités par les exigences de la construction.

Les réservations de chaque entreprise sont portées sur des tirages fournis par le lot principal.

Chaque Entrepreneur doit les exemplaires de ses plans, notes de calculs et notices explicatives, nécessaires à l'approbation, et diffuse également aux autres Entreprises les plans à jour dont celles-ci ont besoin. Que ce soit au stade des dessins d'exécution, à celui de la mise en œuvre, ou même, si nécessaire, après exécution des ouvrages des autres corps d'état, il prend toutes dispositions pour que ses propres ouvrages s'intègrent parfaitement dans l'ensemble.

Il ne peut, en aucun cas, se prévaloir d'une différence entre les plans d'Architecte et l'exécution des autres Entreprises pour demander une plus-value au montant forfaitaire de ses travaux ou une prolongation du planning d'exécution.

En cas d'erreurs ou d'oublis de la part d'un Entrepreneur en cours d'exécution de ses travaux, celui-ci sera tenu pour responsable de ses erreurs et des modifications qu'elles entraîneraient pour les autres corps d'état.